INTERNATIONAL & DÉFENSE · FICHE MESURE

Défense & Armées

Défense & Armées : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
70 Md€	**30 Md€**	**-6 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −30 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Vecteur juridique : Loi de programmation militaire 2026-2032 + loi organique LOLF + LF + décrets + accords internationaux

Résumé

Reconstruire un outil militaire à la hauteur des menaces actuelles, sans abandon de la dissuasion ni de la souveraineté française. Neuf axes inspirés des leaders (Israël innovation, Suède/Norvège réarmement post-Ukraine, USA R&D massif, LPM 2024-2030 française à amplifier) : (1) Effort de défense porté à 3 % du PIB d'ici 5 ans (vs 2 % aujourd'hui) ; (2) Modernisation intégrale de la dissuasion nucléaire (composantes océanique et aéroportée) ; (3) Industrie souveraine renforcée (Dassault, Naval Group, Thales, Nexter, Airbus Défense, MBDA, KNDS) ; (4) Europe puissance et défense européenne ; (5) Cyberdéfense massive (lien Numérique souverain) ; (6) Souveraineté spatiale (Ariane, Eutelsat, espace militaire) ; (7) Exports stratégiques (3e exportateur mondial à consolider) ; (8) Réserve opérationnelle portée à 200 000 (vs 74 000 aujourd'hui), articulation avec Service National voie A ; (9) Conditions de vie des militaires améliorées. Coût net 5 ans ~30 Md€, mais souveraineté et sécurité nationale non chiffrables (incontournables).

Financement

Coût brut sur 5 ans : ~70 Md€

- Hausse budget défense (~5 Md€/an supplémentaires à régime de croisière) : ~50 Md€ cumulés
- Programmes d'armement majeurs (SCAF, MGCS, SNLE 3G, drones, munitions) : déjà intégrés dans le budget hausse
- Cyberdéfense et espace : ~10 Md€ cumulés
- Réserve opérationnelle (recrutement, formation, équipement) : ~5 Md€ cumulés
- Conditions de vie militaires (logements, soldes, soutien familles) : ~5 Md€ cumulés

Recettes brutes sur 5 ans : ~40 Md€

- Exports armement (gains directs, marges État, accompagnement) : ~10-15 Md€ cumulés en revenus directs et indirects
- Effets fiscaux sur emplois industriels créés/préservés (200 k emplois) : ~10-15 Md€ cumulés
- Effets indirects sur la R&D civile (la BITD irrigue toute l'économie) : ~5-10 Md€ cumulés
- Effets souveraineté économique : non chiffrable mais réel

Coût net sur 5 ans : ~30 Md€, soit ~6 Md€/an. **Investissement régalien incontournable**.

Effets indirects à long terme :

- Sécurité nationale préservée (non chiffrable mais essentielle)
- Industrie de défense au top mondial maintenue
- R&D duale civile/militaire = source d'innovation pour toute l'économie française
- Souveraineté assurée pour le siècle à venir
- Capacité d'influence diplomatique préservée (siège permanent ONU)
- Articulation avec Service National = cohésion républicaine renforcée

Calendrier

- **An 1.** Loi de programmation militaire révisée. Trajectoire à 3 % PIB votée. Modernisation accélérée de la dissuasion. Plan Munitions 2 Md€. Premier recrutement renforcé COMCYBER.
- **An 2.** Budget défense à 2,2 % PIB. Lancement programmes industriels accélérés. Plan Réserve opérationnelle (objectif 100 k atteint). Lancement Plan Famille militaire.
- **An 3.** Budget à 2,5 % PIB. Force de réaction rapide UE opérationnelle. Premiers SCAF en démonstration. Bilan à mi-parcours.
- **An 4.** Budget à 2,8 % PIB. Réserve opérationnelle à 150 k. Évaluation Cour des comptes et Conseil supérieur de la fonction militaire.
- **An 5.** Budget à 3 % PIB (cible atteinte). Réserve à 200 k (cible atteinte). Bilan public complet : capacités, industrie, exports, alliances. Régime de croisière.

Indicateurs de succès

- Budget défense / PIB (objectif : 2 % → 3 % en 5 ans).
- Effectifs militaires d'active (objectif : maintenir 205 k + cibler 230 k).
- Réserve opérationnelle (objectif : 74 k → 200 k en 7-10 ans).
- Exports armement (objectif : 27 → 35 Md€/an).
- Effectifs COMCYBER (objectif : 3,5 k → 10 k cybercombattants).
- Disponibilité des équipements (objectif : > 80 % vs ~70 % aujourd'hui).
- Crédibilité dissuasion (mesurée par perception alliés et adversaires).
- Satisfaction militaires (enquête annuelle Conseil supérieur fonction militaire).
- Nombre de jeunes voie A Service National basculant en réserve (objectif : 30 000/an).

Public cible

Bénéficiaires directs :

- 67 millions de Français à travers leur sécurité nationale
- ~205 000 militaires d'active + ~74 000 réservistes (cible 200 000)
- ~200 000 emplois directs et 4 000 entreprises de la BITD (Base Industrielle et Technologique de Défense)
- ~12 territoires d'outre-mer protégés
- Alliés européens et africains via partenariats stratégiques

Bénéficiaires indirects : ensemble de la nation à travers le maintien de la souveraineté, l'autonomie stratégique, le soft power, et l'industrie d'excellence française.

Sources

- Ministère des Armées — Documentation officielle — https://www.defense.gouv.fr
- Loi de programmation militaire 2024-2030 — https://www.legifrance.gouv.fr
- Cour des comptes — Rapports sur la défense — https://www.ccomptes.fr
- OTAN — Statistiques sur les budgets défense des alliés — https://www.nato.int/cps/en/natohq/topics_49198.htm
- SIPRI — Stockholm International Peace Research Institute — https://www.sipri.org — Statistiques sur les dépenses militaires mondiales et exports armement.
- Israël — Innovation militaire et lien armée-startup — https://www.idf.il
- Suède / Norvège — Réarmement post-Ukraine — https://www.regeringen.se
- DGA — Direction Générale de l'Armement — https://www.defense.gouv.fr/dga
- IFRI — Études sur la défense française et européenne — https://www.ifri.org

Fiche complète en ligne : https://chiffrons.fr/mesures/defense-armees-reforme/ — on y trouve aussi : diagnostic, le détail de la mesure.

Montants cumulés sur 5 ans ; l'effet annuel est une moyenne (cumul ÷ 5), seule grandeur comparable au déficit public, qui est annuel. Effet sur le solde : positif = améliore le solde public. Aucun effet de retour n'est modélisé. Données sous Licence Ouverte 2.0 (https://chiffrons.fr/donnees/) ; le site ne publie pas de licence pour ses textes. Chiffrons.fr est publié anonymement, sans parti ni candidature.